

Cécile Duflot, directrice générale d'Oxfam France.
L'ancienne secrétaire nationale d'EELV et ex-ministre
du Logement illustre la politisation de l'ONG d'extrême gauche.

Oxfam, le business anti-riches

Fort de son influence, l'ONG humanitaire d'extrême gauche, et plus particulièrement sa branche française, a fait de son combat démagogique une entreprise lucrative. Une imposture idéologique.

Par Victor Eyraud

Chez Oxfam, nous ne sommes pas "anti-richesse", nous sommes "anti-pauvreté". De l'un à l'autre, il n'y a qu'un pas. L'ONG humanitaire le franchissait encore le lundi 16 janvier dernier, à l'entame de la 53^e édition du Forum économique mondial. Comme chaque année depuis plus d'un demi-siècle, 2500 des plus influents dirigeants politiques et acteurs économiques sont venus à Davos, en Suisse, échanger leurs idées pour « améliorer l'état du monde ».

Gabriela Bucher ne l'a pas vu de cet oeil. Invitée au Forum pour la quatrième fois, la directrice générale d'Oxfam a profité de la tribune pour faire savoir sa colère au monde entier: « Cette année, Davos est synonyme de honte. » En cause: l'enrichissement des ultrariches, "au détriment des 99 % les plus pauvres de la planète". La militante pour « les droits humains et l'égalité des genres » en veut pour preuve le document publié le jour même par sa propre organisation.

Voilà dix ans que l'ONG internationale diffuse son rapport sur les inégalités mondiales en marge de l'événement. L'objectif: sensibiliser et porter ses revendications à l'attention des élites décisionnelles pour qu'advienne un monde « plus durable, égalitaire et exempt de pauvreté ». Du moins, officiellement. En réalité, le congrès est une formidable occasion de promouvoir ses travaux et, surtout, de marquer une nouvelle fois l'opinion à grands coups de chiffres et formules chocs.

**"CHAQUE MILLIARDAIRE
REPRÉSENTE UN
ÉCHEC DE POLITIQUE
PUBLIQUE."
L'ONG VEUT D'AILLEURS
LES "ABOLIR
COMPLÈTEMENT".**

Cette dernière production d'Oxfam est un cas d'école. Pour mettre fin à « la loi du plus riche », l'ONG fait l'impasse sur toute demi-mesure. « Chaque milliardaire représente un échec de politique publique », ose-t-elle, préconisant — tout en écriture inclusive — de réduire leur nombre de moitié d'ici 2030, avant de les « abolir complètement ».

Depuis sa fondation en 1942, la stigmatisation de ceux qu'elle nomme « les 1 % » est peu à peu devenue le cheval de bataille d'Oxfam. La promotion de ses rapports, dont la rhétorique puise directement dans l'imaginaire d'extrême gauche, éclipse presque ses actions humanitaires contre famines et pauvreté. Ses slogans inondent les réseaux sociaux (« Fight inequality, tax the rich! », « Combattez l'inégalité, taxez les riches! »), jusqu'à parfois bloquer un boulevard entier, à l'instar de cette banderole de 20 mètres que brandissaient ses militants français le 19 janvier dernier: "2 % sur les milliardaires pour épargner les plus précaires."

À cet égard, la maison mère britannique de l'organisation ne s'encombre pas de cohérence: en 2017, son président-directeur général Mark Goldring avait toute sa place dans le centile le plus fortuné de la planète, à raison d'un salaire annuel de 146 532 euros. L'année suivante, l'homme d'affaires démissionnait, sa présidence entachée par le scandale des abus sexuels perpétrés par ses employés en Haïti, en marge des séismes de 2010.

L'affaire avait secoué l'organisation, accusée d'avoir couvert les faits sept ans durant. Voyant des milliers de donateurs se rétracter dans les semaines suivantes, alors que de nouvelles révélations éclataient concernant des faits similaires au Tchad, au Soudan, il lui a fallu se défendre tant bien que mal: « Oxfam entend appliquer une tolérance zéro à l'égard du harcèlement, de l'exploita-



SEBASTIEN CALVET/REA

tion et des abus sexuels au sein de l'organisation. Nous faisons donc tout ce qui est en notre pouvoir pour prévenir de tels actes et les traiter avec rigueur à chaque fois qu'ils se produisent. »

Depuis, Oxfam entend bien tourner la page et faire oublier la polémique par ses travaux. « *Notre crédibilité repose sur notre capacité à mettre en lumière des faits, des réalités* », assure-t-elle. Autre son de cloche du côté des experts. Réuni sous la bannière d'« Hoaxfam », un collège d'économistes dénonçant les « *arnaques* » de l'ONG s'est penché sur sept arguments phares de son rapport sensationnel. Publiées dans les colonnes de *l'Express* le 23 février, ses conclusions sont particulièrement sévères.

En réalité, l'efficacité du slogan « Les 1 % les plus riches possèdent près de la moitié des richesses totales mondiales » cache une manipulation de chiffres au service de son idéologie. À titre d'exemple, la mesure des richesses établie par Oxfam selon la formule « actifs moins dettes » donne lieu à des « *résul-*

tats absurdes », assène le collectif: « *Concrètement, une personne de 50 ans qui touche le RSA et n'a aucun crédit serait donc plus riche qu'un étudiant de Harvard ayant fait un crédit de 200000 dollars pour financer des études qui lui assureront une vie confortable.* »

Mensonges par omission, statistiques manipulées

L'amalgame entre dette et appauvrissement n'a rien d'un détail, bien au contraire. « *En raison de cette confusion, Oxfam manque donc l'un des phénomènes majeurs de ce début de XXI^e siècle, poursuit le collectif: la baisse des inégalités de revenu à l'échelle du monde.* »

Plus grave, une bonne partie de la communication d'Oxfam ment par omission. « *Pour la première fois en plus de deux décennies, le taux mondial d'extrême pauvreté augmente depuis 2020* », assène l'ONG, unanimement relayée par la presse. C'est voir les choses par le petit bout de la lorgnette et taire la chute libre de l'extrême pauvreté depuis

quarante ans: 43,6 % de la population mondiale vivait en dessous du seuil de pauvreté de 2,15 dollars par jour en 1981, contre 9,3 % en 2020, selon les données de la Banque mondiale.

Le mensonge est trop gros, à tel point qu'Oxfam est contrainte de répondre à la vague de réactions de ses propres donateurs. « *Le nombre de personnes en situation d'extrême pauvreté, qui vivent donc avec moins de 1,90 dollar par jour, est en déclin, et ce dans le monde entier* », reconnaît-elle, avant de riposter: « *Toutefois, le rythme auquel l'extrême pauvreté se résorbe ralentit.* » Là encore, les chiffres de la Banque mondiale sont indiscutables: la chute de l'extrême pauvreté est linéaire, exception faite du léger rebond de 2020 imputable à la crise mondiale du Covid-19.

Cosignataire de la tribune d'Hoaxfam, le directeur général de l'Institut économique Molinari déplore notamment un manque de mise en perspective, récurrent dans les travaux de l'ONG. « *Pendant des années, Oxfam s'est attaquée au Cac40, rappelle*



THOMAS COEX/AFP

Nicolas Marques, sans jamais dire que les quarante grandes entreprises additionnées pèsent autant que la seule capitalisation boursière d'Apple. » Cette simple précision conduit l'économiste à ce constat d'évidence: « *Le problème français n'est pas qu'on a trop de milliardaires, trop d'entreprises: c'est qu'on n'en a pas assez!* »

Au diable l'exactitude. La quinzaine de rapports que produit Oxfam chaque année jouit d'un formidable écho dans la presse, et sa popularité est primordiale aux yeux de l'ONG. Du moins, suffisamment pour qu'elle consacre près de 10 % de son budget à sa stratégie marketing. De quoi s'offrir le luxe de coups de communication retentissants, devenus sa spécialité.

« *L'affaire du siècle* », ce procès intenté contre l'État français pour inaction climatique en 2018, s'avère être un pétard mouillé juridique? Peu importe: la campagne est un carton médiatique. Avec la complicité de nombreuses figures issues des mondes du divertissement, comme Marion Cotillard ou Guillaume Meurice, la pétition a réussi l'exploit de mobiliser un million de signataires en moins de quarante-huit heures, le double trois semaines plus tard.

Une ONG subventionnée par de puissantes fondations

C'est autant de visibilité que l'ONG peut espérer convertir en dons. Ces derniers constituent la moitié de ses ressources; l'autre émane de subven-

tions et autres concours publics, à l'instar des 3,5 millions d'euros que lui octroyait récemment l'Agence française de développement (AFD).

Comble de l'ironie: vilipender les riches s'avère particulièrement lucratif. Aussi, en 2022, Oxfam France récoltait-elle plus de 5,5 millions d'euros auprès de 44 000 donateurs. Un progrès de 1,3 million d'euros par rapport à l'année précédente, auquel s'ajoutent les 580 000 euros collectés par ses magasins.

Pourtant, la générosité du public et les aides d'État ne suffisent pas à l'organisation, qui injecte plus du tiers du pactole amassé en 2022 dans la recherche de nouveaux fonds... Jusqu'à se tourner vers ses meilleurs ennemis milliar-

Les slogans d'Oxfam inondent les réseaux sociaux et les manifestations pour le climat, comme ici, à Paris, le 6 novembre 2021.



daires. Ses principes anticapitalistes n'ont pas empêché ainsi Oxfam international d'accepter les 63 subventions Fondation Ford depuis 2006. Difficile, pour l'ONG, de décliner une aide qui s'élève à plus de 26 millions de dollars — et *a fortiori* les 117 millions de dollars octroyés par la Fondation Gates depuis 1999.

Les généreux cachets s'amoncellent et le résultat est bien souvent la diffusion de propagande politique. Quand la Fondation Open Society, influent réseau du philanthrope milliardaire américain George Soros, lui accorde une subvention de 150 000 dollars en 2021, après déjà 15,5 millions versés depuis 2016, c'est pour qu'Oxfam France

« mette en avant les questions relatives au climat et aux inégalités pendant la période des élections françaises, par le biais de campagnes et de travaux de plaidoyer en ligne et hors ligne ».

De la dérive anticapitaliste à la dérive "woke"

L'offre est trop belle pour qu'Oxfam France s'empêche de tomber dans le militantisme politique. Elle irrigue alors l'opinion publique de ses préconisations, la campagne présidentielle durant, jusqu'à prendre explicitement parti dès le deuxième jour de l'entre-deux-tours, le 12 avril 2022, contre Marine Le Pen: « *Il nous apparaît inévitable d'appeler à empêcher l'extrême droite d'accéder à la présidence de la République, et donc à déposer un bulletin "Emmanuel Macron" dans l'urne au second tour.* »

De quoi remettre en cause la préférence « *apartisan* » d'Oxfam France. En 2017, ses comparatifs des divers programmes politiques accordaient toutes les faveurs à Jean-Luc Mélenchon; l'année suivante, Manon Aubry quittait son poste de porte-parole d'Oxfam France pour rejoindre les rangs de La France insoumise. Le sacrifice de quatre ans d'engagement en première ligne de l'ONG humanitaire lui fait gagner, l'année suivante, la position de tête de liste de LFI aux élections européennes de 2019.

Une décision difficile, prise à l'aune des conseils de Cécile Duflot, alors fraîchement nommée directrice générale de la filiale française de l'ONG. L'ancienne secrétaire nationale d'EELV et ex-ministre du Logement sous la présidence de François Hollande n'a pas jugé que sa nouvelle fonction l'obligeait à mettre en berne ses vues politiques, au contraire. Quand, en 2021, les sondages évoquent la possible percée du Rassemblement national dans les urnes, l'ex-politicienne confie ses craintes au *Monde*, avec cette modération caractéristique de la communication d'Ox-



LE MILITANTISME POLITIQUE D'OXFAM FRANCE RATTRAPE SON RETARD SUR SES COUSINS D'OUTRE-ATLANTIQUE.

fam: « *La France peut basculer dans une situation de quasi-dictature.* »

Doucement mais sûrement, le militantisme politique d'Oxfam France, qui n'a pas répondu à *Valeurs actuelles*, rattrape son retard sur ses cousins d'Amérique, bien au-delà de sa propagande anti-riches habituelle. Aux États-Unis, l'ONG, qui n'échappe pas à la dérive *woke* de ses coreligionnaires d'extrême gauche, publiait en 2019 un rapport intitulé « *Les masculinités et la montée de l'extrême droite* ». Financée par le gouvernement, la branche québécoise diffusait il y a un an un « *cahier d'activités pour combattre les stéréotypes sexuels, sexistes et racistes* » à destination des jeunes. Au programme: privilège blanc, microagressions, intersectionnalité, antiracisme, masculinité toxique, théorie du genre, communauté LGBTQIA2SP+, etc. Objectif: « *Se déconstruire pour reconstruire ensemble.* » *Business is business.* ●